

Appel à manifester contre la guerre en Irak le 15 février 2003

Sarcelles, le 8 février 2003

Rachid ADDA

Vice-pdt d'Agir pour la Citoyenneté

Secrétaire départemental du MRC 95

Membre de la coordination contre la guerre en Irak.

La guerre paraît inéluctable tant le gouvernement Bush semble en avoir besoin pour redonner un coup de fouet à son économie en déclin depuis l'éclatement de la bulle spéculative.

En France la majorité de nos concitoyens sont largement hostiles à cette guerre annoncée et encore plus à toute participation de la France dans ce conflit.

En plus d'un non de principe à une guerre qui toucherait avant tout le peuple irakien, beaucoup d'entre eux ont peur des conséquences dans nos quartiers d'un tel conflit :

- exacerbation des tensions entre citoyens de sensibilités différentes,
- exportation des problématiques en France qui accentuerait le repli identitaire
- climat de suspicions (cf. affaire Besseghir) tendant à justifier les discriminations
- vision du monde fondée sur la loi du caïd et du plus fort désastreuse pour les repères de la jeunesse dans nos quartiers...

Dans le reste du monde, les opinions publiques se dressent contre cette guerre dont le seul but est la volonté du gouvernement Bush de montrer au monde entier, Europe incluse, sa suprématie et de mettre la main sur les réserves pétrolières.

C'est une vision du monde fondée sur la loi du plus fort et non plus sur le droit international que le gouvernement Bush tente de nous imposer.

Ce serait un retour à la féodalité dont d'ailleurs le gouvernement américain s'accommode très bien au Koweït ou en Arabie Saoudite. Nous avons besoin d'une nation américaine forte pas d'un empire américain hégémonique.

Nous ne pouvons cautionner par notre silence cette violation du droit international par ceux qui prétendent être les gendarmes du monde alors que des voix courageuses se font entendre aux Etats Unis dans un climat à coté duquel le Maccarthysme a des airs de kermesse.

Qui sera le prochain à être mis au pas et en coupe réglée après l'Irak ? Et pourquoi pas « la vieille Europe » ? Pas avec des bombes bien sûr, mais avec une politique monétaire sans concertation, des mesures économiques protectionnistes unilatérales voire dans le cadre de l'OMC et un pillage technologique, parfois consenti d'ailleurs, de ses entreprises les plus innovantes.

Ne soyons pas naïf : Jacques Chirac n'utilisera le veto de la France que sous la pression de l'opinion publique française, pas seulement dans les sondages mais sur le pavé de Paris !

A Paris le 15 février

PAS DE QUARTIERS POUR LA GUERRE !!

LA BANLIEUE POUR LA PAIX